

- IL Y A UNE GUERRE -

" Il y a une guerre. Il y a une guerre entre ceux qui organisent la société, et ceux qui vivent dedans; entre ceux qui définissent les règles, et ceux qui les contestent; entre ceux qui font l'actualité, et ceux qui la diffusent; entre ceux qui accusent, et ceux qui sont accusés; entre ceux qui jugent, et ceux qui sont jugés. Il y a une guerre. Il y a une guerre entre ceux qui disent "il y a une guerre", et ceux qui disent qu'il n'y en a pas. Considérez moi comme un soldat."

1

Il y a une guerre. Qui a déjà parcouru des siècles. Qui s'est installée sur tous les continents. Cette guerre, ce sont l'Etat et le Capital qui la mènent. Qui l'ont toujours mené. L'Histoire qu'ils nous inculquent est l'histoire de leurs victoires, du développement triomphant du Pouvoir et de la Propriété sur l'écrasement des insurrections de vie par les générations de camarades qui se sont levés. Leurs sociétés, qu'ils ont instaurées historiquement par la force des armes, par-delà le monde qu'ils en découpés en frontières et en parts de marché, qu'elles soient démocratiques représentatives, autoritaires, fascistes, coloniales, libérales, ne sont que les tentacules d'une même tête de pieuvre. Cette pieuvre, c'est le capitalisme. **Le capitalisme est un état de guerre permanent.**

2

Le capitalisme s'est fait propriétaire de la planète et des peuples, qu'il assassine quotidiennement pour accroître sa puissance. Le capitalisme est une logique de mort où la puissance de l'Etat et du Capital ne peuvent s'accroître que par l'annihilation totale du vivant, du monde dans ses composantes végétales, animales et humaines. La bourgeoisie est cette classe qui n'existe et ne subsiste que par l'écrasement de toute la population qu'elle a subdivisée en classes moyenne, prolétaire, lumpen post colonisé et autre qui ne présente que toute la population des exploités. La classe des exploités, très hétérogène, est l'ensemble de la population humaine mondiale que l'Etat et le Capital ont asservi au joug du capitalisme.

3

L'Etat et le Capital sont les machines de guerre vitales de la bourgeoisie. L'Etat n'est que le bras armé du Capital pour protéger sa bonne marche dans l'accroissement autonome de son pouvoir sur l'anéantissement du vivant. **Nous a été imposé à tous un vivre-ensemble social qui a pour fondement la propriété privée, et la loi qui la protège. D'où la prison, la police, l'armée, le travail-salarié, la colonie, etc.**

Le capitalisme est un régime où l'on est condamné à la guerre de tous contre tous, jungle où le phénomène de masse ressort par l'isolement réel de l'individu en son sein, où la survie fait loi. Le capitalisme est un régime qui revendique l'échec collectif, où il n'y a de "réussite" sociale apparente de l'un que par l'écrasement social réel de l'autre. Le capitalisme est un régime qui annihile toute possibilité de commun, donc toute singularité et toute altérité. En régime capitaliste, le citoyen intégré est fondamentalement seul et aseptisé. La marchandise s'est substituée à autrui, le rapport de consommation s'est substitué au rapport vivant. Le désir publicitaire s'est substitué au désir vivant. Le capitalisme est un chaos social sans objectif ni mémoire, sans culture ni art, où le vivant est l'ingrédient consommable permettant de faire tourner la machine. La machine ne tourne que pour sa propre expansion mécanique.

Le Capital est le bourreau, l'Etat son chien de garde, la bourgeoisie l'ennemi victorieux.

4

La pacification sociale, l' "ordre public", la "norme" ou le "normal" n'est que l'état de fait où ils n'ont plus à utiliser leurs armes pour que la machine tourne; où chacun s'est résigné à survivre malgré tout, *au sein* du régime. Les différentes polices et armées sont effectivement les "*forces de l'ordre*", forces sans lesquelles celui-ci ne subsisterait pas. Cet "ordre" apparent n'est qu'un chaos réel. Un chaos où l'injustice est érigé en *patriot act*.

Une des principales conditions vitales du maintien du capitalisme est l'acceptation du salariat, autrement dit l'acceptation de l'exploitation et de la domination de l'homme par l'homme, sans discontinuité, pour la bourgeoisie et ses propres machines de guerre, l'Etat et le Capital. La propriété privée et l'exploitation salariale font partie de ces organes vitaux de la bourgeoisie. Toute la société telle que nous la connaissons est un régime organique de maintien de la bourgeoisie, n'a de sens et de cohérence que pour sa mainmise victorieuse sur notre

soumission. Polices et armées la protège et nous forcent à travailler ou combattre contre nos semblables pour ses intérêts à elle. Elle crée les lois qui régissent cette société pour son intérêt, a supplanté une réalité spectaculaire-marchande à la réalité vivante, nous y a soumis totalement. La réalité spectaculaire-marchande nous octroie du pain et du jeu en échange du travail, afin de nous distraire et nous maintenir dans la soumission, c'est-à-dire nous faire oublier la destruction de la réalité vivante et la destruction de nos vies-mêmes.

5

Ce que nous constatons actuellement en Europe, ladite "crise" qu'ils nous imposent n'est pas un accident, un risque ou une erreur. La crise est le mode de fonctionnement même du capitalisme. Ladite "crise" actuelle n'est qu'une nouvelle simple phase de régénération du capitalisme, qui doit s'opérer par la mise en esclavage de peuples entiers dont la Grèce est la première victime. C'est un calcul et une prévision nécessaires pour la bourgeoisie régnante.

Après 1945, le régime capitaliste s'est perduré en Europe par la démocratie représentative bourgeoise qui fut le mode de pacification le plus efficace pour se donner le temps et la marge nécessaires afin de désarmer et anéantir tous ses ennemis au niveau international qui entravèrent à la bonne marche du capitalisme mondialisé. D'abord les résistances et maquis antifascistes de classe en Europe qui ont lutté contre le nazisme (notamment par une guerre civile armée en Grèce qui a abouti à une dictature militaire); mais encore et surtout : la fixation sécuritaire paranoïaque quant à des réseaux soviétiques en Europe de l'empire URSS concurrent; l'écrasement militaire des révolutions populaires dans toute l'Amérique du Sud depuis les années 1950 -toujours en cours-; la maîtrise politique des soulèvements populaires en Afrique où le colonialisme historique -un des grands facteurs majeurs de l'expansion occidentale du régime capitaliste mondialisé- a dû être remanié par des nations indépendantes de principe en substituant des gouvernements de "libération nationale" qui demeurent toutefois au service exclusif de la bourgeoisie occidentale; les guerres impérialistes, du Vietnam à l'Indochine en passant par la Corée, pour contenir l'expansion de l'Empire russo-soviétique et l'anéantir.

Les années 1990 auront marqué, avec l'effondrement du Bloc Soviétique, la possibilité enfin acquise pour le capitalisme occidental de reprendre sa marche de mondialisation et d'écrasement sur l'ensemble de la planète. Après avoir fini de détruire militairement les révolutions populaires en Amérique du Sud avec l'instauration par coups d'Etats successifs de régimes fascistes

militarisés à son service exclusif, et fait de même dans toute l'Afrique, l'Europe et les Etats-Unis -fers de lance de la mondialisation capitaliste et du triomphe de la bourgeoisie occidentale sur les résistances populaires internationales les plus farouches-, finissent d'asservir l'intégralité de la planète et de ses habitants. L'Union Européenne a été créée comme machine de guerre supplémentaire et forteresse. ***Le capitalisme occidental s'est mondialisé, la bourgeoisie occidentale s'est mondialisée.***

6

Il est logique que l'Etat et le Capital reprennent leur marche historique offensive actuellement au sein même de l'Europe. La "crise" actuelle n'est que la phase de transition vers un durcissement qui se veut irréversible des modes de survie au sein du régime capitaliste en Europe. Ils se sont préparés aux sursauts populaires, ont fait de la Grèce le laboratoire-cobaye de répression. Le fascisme n'est que l'option éventuellement nécessaire pour l'Etat et le Capital afin d'asseoir l'austérité *comme nouvel "ordre" social permanent*. **Ce que l'on appelle aujourd'hui l'austérité ne représente pas des mesures "exceptionnelles" nous permettant de retrouver à terme l'euphorie consommatoire vers une nouvelle classe moyenne généralisée, mais la prolétarisation globale de la société en vue d'une réduction à l'esclavage de toutes les couches de la population européenne au service de la nouvelle bourgeoisie occidentale mondialisée.**

Les peuples européens, après des centaines d'années d'impérialisme à outrance et de réduction à l'esclavage de toute l'Afrique et des deux Amériques, se voient à leur tour victimes des intérêts stricts de la bourgeoisie. Et s'en indignent. Alors que ces peuples européens acceptaient jusque là le confort de middle class bâti sur le sang des peuples du Rwanda et de Côte d'Ivoire, de Palestine et d'Afrique du Sud, de la Martinique et du Sénégal, entre autre.

7

L'Etat et le Capital sont des machines de guerre permanentes. Complexifiées et renforcées en tant que telles par son histoire de conquête et de dévastation. La bourgeoisie européenne s'est fondée sur la guerre et l'impérialisme contre les peuples des autres continents dont essentiellement l'Afrique; la bourgeoisie américaine, elle-même fondée à la base par l'invasion militaire-pionnière des colons européens parallèlement et simultanément à l'extermination génocidaire systématique

des peuples originels d'Amérique du nord, s'est développée essentiellement depuis un demi-siècle sur l'asservissement de l'Amérique du Sud et du Moyen Orient.

Les bourgeoisies européennes et américaines sont pour l'heure interdépendantes et dans une alliance solide pour une offensive féroce du Capital au sein même de leurs territoires et contre leurs plus privilégiés parmi les exploités, la middle class occidentale. Si la middle class occidentale a été jusque-là privilégiée parmi les exploités, sa prolétarisation forcée actuelle n'empêchera pas pour autant la bourgeoisie de déployer, si nécessaire pour cela, tanks et milices fascistes comme elle a pu le faire dans toute l'Amérique du Sud et dans toute l'Afrique depuis les années 1950 afin d'asseoir sa domination. Chose connue par la middle class occidentale alors en expansion, et acceptée par elle. De la même manière que durant les années 1930, les débuts de milices fascistes armées qui paradedent dans les rues d'Athènes en ce moment, et la répression ciblée des camarades antifascistes torturés dans les commissariats ne représentent encore que des prémisses de la guerre ouverte à laquelle est prête à opérer la bourgeoisie occidentale.

8

Avant d'aller plus loin, il semble nécessaire actuellement d'insister sur quelques points que même les militants les plus radicaux en Europe paraissent occulter, et particulièrement en France, non sans raison.

Le mouvement des Indignés, en cela, est significatif. La nébuleuse desdits "indignés" est exclusivement composée des différentes couches de la middle class blanche occidentale. Jusque là privilégiée dans le régime capitaliste, l'octroi d'un centre-ville purgé de toute trace de post-colonialisme affiché permet d'oublier dans le spectacle-marchand reluisant **que cette fameuse middle class occidentale a vu ses conditions de vie s'élever par le colonialisme et se maintenir par le post-colonialisme.**

En cela, le génie de l'Etat français est d'avoir réussi à maintenir le régime colonial sur lequel a toujours reposé sa puissance en créant les ghettos excentrés que sont les quartiers populaires des banlieues, caractéristique spécifiquement française et unique en Europe. Les anciennes cités ouvrières HLM où crevait le prolétariat occidental se sont transmutes en villes-ghettos exclusivement réservés aux post-colonisés maghrébins et africains dont essentiellement les Algériens. **Etre parvenu à maintenir cette fracture coloniale de domination et d'exploitation malgré les échéances de la guerre d'Algérie est la grande victoire de la bourgeoisie française aujourd'hui, et a permis d'entretenir le racisme inhérent au confort de**

la middle class. Le maintien de cette fracture est un véritable enjeu de guerre pour l'Etat français pour la mainmise de sa domination et de sa puissance, même sa priorité principale.

Depuis les années 1980-1990, en France, les banlieues sont des zones de guerre coupées de tout, par une occupation militaro-policière permanente et post-coloniale mobilisant toutes les polices connues en France. Ceci parallèlement voire proportionnellement au processus de pacification forcée au sein de la middle class occidentale dans les centres-ville, par les centrales syndicales collabos essentiellement.

De l'insurrection populaire de novembre-décembre 2005 dans les banlieues à la grande révolte dite "anti-CPE" du printemps 2006 dans les centres-ville en France, on retiendra la quasi-absence de jonction et de convergence. A quelques mois d'intervalles à peine, ces révoltes n'eurent cependant pas d'ondes de choc réciproques et mutuelles qui, seules, auraient permis une première phase insurrectionnelle de basculement et d'irréversibilité. Ce point de jonction surgit strictement dans la confrontation directe aux forces de répression. Depuis 2007, avec les grandes émeutes du 6 au 9 mai contre le sacre présidentiel de Sarkozy, ce point de jonction se cherche et commence à se trouver. Face à une telle menace, la riposte de l'Etat est implacable, ce que nous avons pu constater à Lyon lors des grandes grèves de l'automne 2010 : la convergence émeutière où "banlieusards" et "middle class de centres-ville" ne constituaient enfin qu'une seule force, s'est vu réprimée par les déploiements militaires du GIGN. Depuis, Lyon est logiquement le bastion principal en France de toutes les réseaux fascistes et néo-nazis, appuyés par la police, afin de briser cette ébauche de convergence émeutière. Car effectivement, une telle convergence, émeutière, consciente, constitue la seule menace révolutionnaire réelle pour l'Etat et le Capital en France.

Or, dans le cas de la nébuleuse dite des "Indignés" que nous mentionnions précédemment, si elle est une puissance potentielle en soi de révolte, elle n'émane d'aucune *volonté* de révolte. Composée exclusivement des différentes franchises de la middle class blanche occidentale de centres-ville qui ne comprend pas la remise en cause de son confort par les intérêts du Capital, mais confort qu'elle souhaite conserver, elle ne peut justement que *s'indigner*. La percée du mouvement Occupy au sein même de la nébuleuse des Indignés constitue ce dépassement interne vers une révolte réelle. C'est-à-dire non pas à se réclamer de débattre sur la démocratie en vue d'une réforme pour une nouvelle cohabitation pacifiée entre les classes, mais à combattre le capitalisme comme cause et conséquence, comme système et logique, autrement dit comme *ennemi*.

Non plus débattre pour de meilleures ou confortables modes de survie au sein du capitalisme guerrier et assassin, mais combattre pour détruire radicalement le capitalisme.

9

Même en temps officiel de pacification sociale, le capitalisme reste donc fondé et basé sur l'art de la guerre. L'Etat contrôle toutes les polices ayant chacune sa fonction propre, ainsi que toutes les armées. L'Etat est le bras armé du Capital, la police et l'armée sont les bras armés de l'Etat. Leurs rôles et fonctions relèvent du fait même qu'ils existent : réprimer; pour maintenir ou accroître la puissance de la bourgeoisie. Avec tous les moyens nécessaires, à tous les niveaux.

10

La période actuelle d'agitation sociale en Europe et aux Etats-Unis, est propice à bouleversement historique. La phase actuelle de désintégration de la middle class en Europe par les mesures faussement "exceptionnelles" d'austérité entraîne des enchaînements de révoltes qui cherchent encore leur fondement, leur origine et leur objectif. Le confort jusque là privilégié de la middle class occidentale dans le régime capitaliste est remis en cause et se désintègre par les intérêts stricts du Capital. Tout à coup, par le durcissement brutal des conditions d'exploitation salariale, la middle class semble découvrir qu'elle fait bien partie de la grande classe des exploités. Et qu'en cela, elle est vulnérable et à la merci des décisions de la bourgeoisie dont elle se croyait rapprochée voire protégée par l'élargissement de l'illusion consommatoire. Se découvrant vulnérable, perdant un confort qu'elle souhaite pourtant conserver, elle s'indigne. Dans ses illusions ébranlées, elle ne peut que s'indigner. C'est également en cela que la middle class occidentale se découvre tout à coup vulnérable aux coups de la répression policière qui se retourne alors contre elle. L'élévation du niveau de vie de ce qui est devenue la classe moyenne occidentale a été permise par l'oppression et répression coloniale des autres peuples eux-mêmes devenus prolétaires.

Cela suffit donc pour que la middle class se retrouve soudainement confrontée à la réalité de la répression dont, par son intégration-résignation pacifiée au régime capitaliste, elle ne peut à nouveau que s'indigner. D'une répression policière selon elle "normalement" "réservée" à la racaille banlieusarde, aux pauvres, aux post-colonisés, la middle class renforce sa pathétique et logique indignation de

voir la répression ne pas hésiter à s'abattre sur elle. La répression se renforce, l'austérité également.

Autrement dit, la middle class se retrouve confrontée à la réalité de la guerre de classes dont elle se croyait épargnée. Cette confrontation brutale à la réalité sociale va lui forcer à prendre position. Ce dont elle est incapable. Cette incapacité est la fonction même de l'existence de la middle class. La nébuleuse des "indignés" reflète parfaitement cette "neutralité" revendiquée, cette confusion inassumée d'absence totale de positionnement dans la guerre de classes originelle de nos sociétés. Or, acculée à la prolétarianisation forcée, cette confusion est progressivement confrontée à la réalité de la guerre de classes ouverte, tiraillée entre les premières émeutes généralisées par les plus pauvres et la promesse de redressement consommatoire par la bourgeoisie en échange de l'austérité ou du fascisme. **Nous sommes aujourd'hui dans une phase où les personnes composants ce qui reste de la middle class en désintégration doit choisir; et doit choisir entre les deux fondamentales positions inhérentes à toute société capitaliste : la guerre entre les peuples, ou la guerre entre les classes. Le fascisme, ou la révolution autogestionnaire.**

La phase actuelle de désintégration de la middle class en Europe par les mesures faussement "exceptionnelles" d'austérité entraîne des enchaînements de révoltes qui cherchent encore leur fondement, leur origine et leur objectif. **Donc des révoltes qui cherchent encore leur ennemi.**

11

L'illusion consommatoire que la bourgeoisie accorde par cycle à l'apparente middle class est un enjeu de guerre pour l'Etat et le Capital. Du pain et des jeux, garantie de sécurité, garantie de stabilité : syndrôme d'esclave intégré. Cette illusion permet à la bourgeoisie de pacifier les rapports de classe internes, d'où le titre de "sécurité intérieure", de "ministère de l'intérieur", afin de poursuivre la guerre de classe externe, c'est-à-dire celle ouverte et impérialiste. Par le génocide capitaliste systématique de l'ensemble du continent Africain notamment.

Mais l'avènement du fascisme militarisé est également une nécessité cyclique pour le capitalisme, sans quoi le Capital stagnerait dans sa course continue vers sa propre puissance. La puissance du Capital atteignant, à terme, une autonomisation totale par rapport au vivant (animal, végétal, humain) qu'elle extermine. Cette extermination du vivant étant sa machine d'expansion.

Le syndrome d'esclave de la middle class est donc le suivant : la sécurité contre la liberté, la stabilité de la survie contre la responsabilité sur sa propre vie, la survie individuelle en échange de l'échec de tout collectif. « Effectivement, il faut bien comprendre que la communauté comme telle n'est pas la solution; c'est sa disparition, partout et tout le temps, qui est le problème. »

La période actuelle d'agitation sociale en Europe et aux Etats-Unis, est propice à bouleversement historique. Le futur se construit par le combat présent à assumer mener aujourd'hui. La phase de régénération du capitalisme de la "crise" de 1929 a entraîné austérité forcée et "troubles" sociaux. Le "trouble" social n'est que la désintégration de la middle class, une prémisse constitutive vers une guerre de classe ouverte où ne s'offre que deux dispositions fondamentales. **Ces deux dispositions fondamentales sont inhérentes à toute société capitaliste : la solidarité entre les peuples dans un combat radical contre la domination; la guerre entre les peuples dans une lutte stricte de pouvoir et de domination.** Les années 1930 furent cette phase d'intensification de la réalité de guerre, c'est-à-dire l'intensification des révolutions et contre-révolutions. Le fascisme fut vainqueur. Aujourd'hui, à nouveau, il est question à chacun de la middle class en décomposition de prendre position et de choisir son camp. Or, aujourd'hui, à nouveau, seul l'Etat est sur une position de guerre avec toute la logique d'anticipation que cela implique : Etat et Capital ont anticipé les révoltes populaires face aux "mesures" d'austérité du Sud de l'Europe, et la Grèce en est le pays-cobaye. Le soutien financier et matériel de l'Etat et du Capital aux forces fascistes -dont "Aube Dorée" en Grèce, par exemple, n'est que la face officielle- est proportionnel aux nécessités du Pouvoir afin de contenir et réprimer les logiques révoltes populaires. Toute la question se situe au moment pratique où les différentes franchises de la middle class en décomposition vont prendre conscience de la fonction réelle de l'Etat et, conséquemment, de la réalité de guerre sociale inhérente au capitalisme offensif. *Un tel moment pratique est l'ouverture pour une solidarité populaire en tant que stratégie collective. Ou la fermeture vers un repli de collaboration de classe avec la bourgeoisie offensive, autrement dit le fascisme.*

12

La middle class ne peut accepter le fascisme que par la possibilité strictement apparente de ne pas voir ses effets, de refuser de voir massacres et tortures en échange de la pacification armée et de l'illusion consommatoire. Telle fut la réalité de l'Europe durant les années 1930-1940. Telle est la réalité de tous les pays d'Amérique du Sud depuis 1950.

Originellement, accepter le fascisme renvoie à la lâcheté propre à chaque individu de l'apparente middle class, incapable d'être autonome et maître de sa propre vie, sur l'équilibre aseptisant entre la vraie bourgeoisie à laquelle elle aspire mais qu'elle ne sera jamais, et le vrai prolétariat qu'elle craint mais dont elle fait réellement partie. Qu'elle craint de rejoindre, car elle en vient historiquement. D'où la haine propre à la middle class, celle des pauvres envers les très pauvres. **Cela revient à refuser la vérité originaire de la condition humaine : la condition de commun.**

Il n'y a pas de « nature » humaine, c'est une idée dominante qui ne vient que de nos sociétés occidentales : la « nature humaine foncièrement égoïste », et qui se veut justification-en-soi de l'horreur permanente du présent capitaliste. **Il n'y a pas une « nature » humaine mais une *condition* humaine ; celle-ci est simple : les conditions d'existence de l'individu sont originellement des conditions communes. Autrement dit, le communisme réel.** Ce que l'on appelle « notre ère » n'est que l'ère du pouvoir séparé (Etat, Capital, Propriété) qui s'est mondialisée pour écraser et confisquer nos conditions d'existence communes. Confisquées en conditions d'isolement forcé : le salariat, la location, la consommation par pouvoir d'achat, la concurrence, la compétition, la sélection, et toute exploitation et domination de l'homme sur l'homme.

La peur, la fuite et l'écrasement de cette condition de commun est le socle de la logique capitaliste. La peur de la force de responsabilité individuelle que le communisme réel implique, celle qui engage l'autre, d'une liberté réelle qui ne commence que là où commence celle de l'autre ; La lâcheté à vouloir demeurer esclave-salarié dans la sécurité, c'est-à-dire la certitude de ne pas vivre, de ne pas subir le *risque* de vivre, de créer et faire, d'aimer et travailler, de manière commune en étant maître de ses propres conditions d'existence. Comme de la bière sans alcool, du chocolat sans sucre, une existence sans vie. Voilà le mensonge originaire du capitalisme, la logique de mort du spectacle-marchand.

La middle class qui se réfugie par lâcheté dans le fascisme reflète à la fois le refus de la prolétarianisation forcée, tout en souhaitant conserver les conditions d'exploitation salariale. C'est là toute la logique de la sauciale-démocratie : conserver l'état de pacification armée atteint aujourd'hui et ne pas en dévier; c'est-à-dire empêcher le Capital d'accroître sa puissance trop brutalement, ceci pour garder les privilèges de la middle class occidentale en gardant les post-colonisés à un état strict de guerre. La sauciale-démocratie est ainsi la salle d'attente du fascisme, elle l'a toujours été. D'où le fait, en toute logique, que actuellement ce soit des gouvernements "socialistes" qui ont passé les premières grandes mesures d'"austérité" dans les pays de la nouvellement nommée "Europe du sud".

Car le Capital, le Marché, n'obéit qu'à lui-même. Sans autre logique que la puissance par l'écrasement du vivant, dans une stricte logique de mort. Cette logique de mort ne peut mener, dit craindre la bonne conscience de gauche sauciale-démocrate, qu'à un totalitarisme absolu du Marché. Cet asbolutisme, ce totalitarisme, cette dictature du Capital, nous y sommes déjà. Le 1984, nous y sommes déjà. Le néant est partout, il peut juste s'approfondir. S'approfondir encore dans l'écrasement du vivant, dans l'innomable et l'horreur. Les "catastrophes" sont des dommages collatéraux inhérents à l'accroissement de la puissance autonome du Capital, et à *gérer* par l'Etat : de Tchernobyl à Fukushima, des ouragans dévastateurs à la fonte de la banquise, de la désintégration de l'Amazonie aux exterminations animales et des courants marins; du nucléaire à l'OGM, du clonage aux puces biométriques, des drones de surveillance aux armes "non-létales", la course continue du Capital vers sa propre puissance autonome continue d'approfondir l'extermination du vivant. Ce sont des actes de guerre du Capital. Et l'humain, bien sûr, en est avant tout la première victime.

Pour la middle class en désintégration, le fascisme est la seule option politique qui puisse lui permettre de se recomposer socialement.

13

Il y a une guerre. Qui a déjà parcouru des siècles. Qui s'est installée sur tous les continents. Cette guerre, ce sont l'Etat et le Capital qui la mènent. Qui l'ont toujours mené. Sa racine est occidentale, et par suites de guerres meurtrières impérialistes, le capitalisme est parvenu à occuper tout l'espace planétaire. Le capitalisme est un état de guerre permanent : une zone dite pacifiée à tel endroit ne peut l'être que par un conflit armé direct dans un autre endroit. Et cette zone de conflit armé direct n'a d'utilité qu'à pacifier d'autres secteurs-clés pour l'Etat et le Capital. **A tous les niveaux, dans tous les domaines, sur tous les continents, à toutes les époques, le capitalisme nous a tous liés dans la même horreur permanente du présent.**

Le capitalisme est un désordre, une jungle, un chaos. Stricte logique de mort et d'extermination du vivant, il est un système qui s'est trouvé une régulation d'expansion tout à fait autonome et qui se supplante à la réalité de la vie. La bourgeoisie est toute aussi esclave de ce système, mais en tire les avantages du Pouvoir en guise de sérénité. En cela, elle est radicalement ennemie. **Et nous ne cherchons pas à prendre sa place.** La seule perspective révolutionnaire consiste en la désintégration radicale du système de classe.

Le capitalisme est un état génocidaire permanent. La réalité spectaculaire-marchande a réussi à nous faire intégrer l'extermination systématique et industrielle de l'Afrique et des africains comme une chose nécessaire. Nécessaire pour le Capital. Donc nécessaires à la bourgeoisie et la middle class occidentales.

14

Le capitalisme est un état de guerre permanent. Pour vaincre le capitalisme, il faut en sortir. Pour en sortir, il faut le combattre et le détruire. Pour le combattre, il faut nécessairement penser à *l'après*. *L'après dans toute sa consistance révolutionnaire*. C'est par la perspicacité quant à l'après-capitalisme que nous saurons les meilleures armes et tactiques à déployer au présent.

Penser à *l'après* dans la nécessaire rupture révolutionnaire au nom de la vie, c'est penser à se défaire de ces strates d'irréalité consommatoire qui forgent notre condition de classe et figent notre existence. En cela, prendre le pouvoir ne signifie plus prendre des Palais d'Hiver ou prendre l'appareil d'Etat, mais prendre le pouvoir sur sa propre vie, comme individu autonome et libre parmi tous les autres individus. En cela, penser *l'après capitalisme*, c'est penser à la pratique présente de réappropriation de nos conditions d'existence afin de libérer le communisme réel inhérent à notre condition humaine. Et vivre libre. Ces conditions d'existence sont pour l'heure totalement confisquées par le capitalisme.

L'autonomisation de l'individu s'opère en premier lieu en s'assumant radicalement en guerre contre l'ignominie capitaliste. En détruisant par le feu les rouages du capitalisme, dans ses instances de domination et d'exploitation, en se réappropriant pour notre liberté autonome et locale ce qui ne sont encore que des données militaires au sein du capitalisme, c'est-à-dire au sein d'un état de guerre permanent : centres d'alimentation, transports, ressources en eau et gaz, etc. Détruire le chaos capitaliste, pour un ordre sans pouvoir, un social sans système, basé sur l'autonomie locale par démocratie directe locale avec les circonstances directes et donc locales de nos lieux de vie. Des lieux de vie qui sont aussi des lieux de travail, mais sans exploitation salariale, un travail vivant et commun. Horizontalité autogestionnaire où l'individu se réalise collectivement.

Cela s'arrache aux rouages capitalistes. Créer des poches-squats qui cherchent à survivre en dehors de toute réalité sociale dominante est rapidement devenue une logique défaite et impuissance. **Outils de travail, structures et ressources, tout est *déjà* là, mais intégré au capitalisme et contre nous, comme rouages de domination.** Un social libre et autogestionnaire doit s'arracher par le

combat direct contre l'ennemi bourgeois et policier. Ainsi, puisque la bourgeoisie est *déjà*, originellement, sur un pied de guerre, à tout moment prête à déployer polices et armées pour défendre ses rouages, **la première strate d'autonomisation de l'individu vers la liberté est celle de combattant.**

15

La bourgeoisie sait très bien quoi faire si les rassemblements et défilés massifs par centaines de milliers dans la rue en ce moment -automne 2012- depuis des semaines en Espagne et au Portugal, et depuis des années en Grèce, commenceraient à devenir vraiment menaçants pour le régime capitaliste. En déployant tanks et milices fascistes, par une répression armée. Tout indique que nous allons dans ce sens.

16

La question est d'assumer cet état de guerre si l'on veut se donner ne serait-ce qu'une chance de victoire révolutionnaire sur le capitalisme et la bourgeoisie. Elle n'est pas de considérer si une guerre peut être "sale" ou "propre", stoppable pacifiquement ou condamnable, bien ou mal. Une guerre c'est toujours "moche" ou "sale". Elle est toujours sang et violence, morts et prisonniers. Ils nous la font et tant que nous l'assumerons pas, nous subirons une stricte temporalité de répression. **La guerre de classes est la seule guerre originelle dans le régime capitaliste d'où découlent toutes les autres guerres et toute violence en général.** Prise à la racine, toute violence est violence sociale et provient de l'Etat et du Capital, ainsi que toute souffrance et tout mal-être. Si ce sont les exploités qui assument la mener par et pour elle-même, cette guerre ne peut aboutir que par notre victoire ou notre mort. Encore une fois, il ne s'agit pas ici de jugements de valeur ou de slogans, mais de vérités. Cette guerre est la seule réalité *sociale* imposée dans toutes les sociétés intégrées au régime capitaliste.

" On ne peut abolir la guerre que par la guerre.

Pour qu'il n'y ait plus de fusils, il faut prendre le fusil. - Leila Khaled.

Il n'y a que deux camps. Qui relèvent de deux dispositions fondamentales au monde et aux événements : la solidarité entre les peuples dans un combat radical contre la domination; la guerre entre les peuples dans une lutte stricte de pouvoir et de domination. Le fascisme ou la révolution autogestionnaire. **Nous avons choisi notre camp. Ce choix est un positionnement radical dans la guerre en cours. Notre mot d'ordre est un ordre de guerre : *pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes.***

Il y a une guerre. Et l'Appel est toujours le même : "devant l'évidence de la catastrophe, il y a ceux qui s'indignent et ceux qui s'organisent. Nous sommes du côté de ceux qui s'organisent". Un appel au combat, non pour la paix mais la victoire. La victoire contre le capitalisme, contre ses machines Etat et Capital, contre un système et une logique de mort qui, à terme, annihilent totalement le vivant. A tous les niveaux. Nous en avons assez de survivre. Assez d'encaisser les coups. Assez de nous laisser écraser et mourir. Un appel au combat, non pour la paix mais la victoire. La victoire du vivant, par l'émancipation, pour l'épanouissement, grâce à la solidarité pratique et active contre tout rouage de domination. **A l'instar de nos ennemis, nous proclamons l'inverse : *la liberté commence où commence celle de l'autre.*** Ceci par l'autonomisation de l'individu, dont la responsabilité engage radicalement celle de l'autre, où la discipline assumée de l'individu est garante d'une solidarité collective. Il y a une guerre, et nous sommes des soldats. C'est notre histoire, où l'espoir est lourd comme nos armes, et notre intégrité aussi radicale qu'ensanglantée.

Au-delà des particularités spécifiques propres à chaque contexte, nous nous retrouvons parmi tous les combattants à toute époque qui se sont levés contre la domination et le capitalisme. Des combattants du Black Panther Party à l'Armée Zapatiste de Libération Nationale EZLN, du Front de Libération Populaire de la Palestine à l'IRA véritable, des milices auto-organisées avec Durruti à la cavalerie révolutionnaire avec Makhno, des Comités de Quartier qui ont fait la Commune de Paris aux Francs-Tireurs Partisans, des Soviets révolutionnaires de Kronsdtat aux réseaux de guérilla du FLN algérien, du M-26 dans la Sierra Maestra à Baader et Rouillan, des Blacks Blocs aux milices du POUM, de Lutte Révolutionnaire en Grèce à la Fédération Anarchiste Informelle, entre mille autres, **nous retenons la solidarité matérielle comme premier outil de combat, la fraternité de corps face à l'ennemi, l'autorité comme force pratique d'horizontalité et d'autonomie.** Et,

fondamentalement, nous restons des individus, hommes, femmes, qui voulons d'abord nous en sortir et voulons ensuite être maîtres de leurs propres conditions d'existence. **Ces conditions d'existence sont communes, donc notre existence est commune. Avec elle, notre histoire et notre combat.**

19

A présent, il s'agit de mettre les choses sur la table, de tous nous mettre autour et de considérer les événements ainsi que l'état des forces amies et ennemies. **A présent, il s'agit d'établir un plan de bataille.** De l'établir localement dans une perspicacité globale. Afin de ne plus laisser l'avantage de l'anticipation à l'Etat. La perspicacité révolutionnaire permet une vue d'ensemble de la situation, afin de prendre *localement*, sur nos environnements directs de vie et de travail, les meilleures décisions pour nous organiser et combattre. Faire les liens avec les autres luttes.

L'anticipation sur les conséquences de telles décisions est une force fondamentale, en gardant pour objectif de tendre à la victoire par la solidarité internationale. **Surgit alors la nécessité pratique et collective de penser à l'après. C'est-à-dire de ne pas considérer religieusement l'insurrection comme une aube ou grand soir à venir, un front de classe à idéaliser, mais comme une situation de combat déjà en cours.** Conséquemment, de réfléchir aux questions du basculement et des conditions d'irréversibilité où une solidarité locale s'intègre à une solidarité de classe internationale, où une avancée locale s'inscrit dans la victoire globale à susciter. Nos ennemis fascistes ont intégré cette disposition, qui est effectivement une disposition militaire, ceci explique qu'ils aient toujours un pied d'avance sur nous.

Il ne s'agit pas de légitimer ou justifier des modes d'organisation et d'action pour les réaliser, mais au contraire de les réaliser et les accomplir comme une justification en soi.

20

Il s'agit de poser pleinement cette immense et difficile question d'auto-organisation de combat, péjorativement réduite sous le terme inassumable pour beaucoup de militarisation. Se poser cette redoutable problématique est un courage révolutionnaire à assumer. Elle créera de profondes scissions et conflits internes, sans aucun doute violents, et déterminera notre capacité à aller de l'avant dans la lutte, d'élaborer une *disposition offensive* dans la guerre sociale. Se poser cette question

permettra de clarifier toutes les petites scissions déjà présentes entre les groupes radicaux au niveau local, et de les dépasser, positivement ou négativement. Et il est temps aujourd'hui de se la poser.

21

Que signifie assumer la problématique d'une *disposition offensive* dans la guerre sociale ? En premier lieu, sortir d'une réactivité strictement défensive, c'est-à-dire, entre autre, finir de s'offusquer encore des enchaînements de mesures d'austérité, de s'indigner toujours de la "brutalité" de la répression policière, de critiquer à nouveau la collaboration syndicale, de se galvaniser crétinement d'être pacifiste ou un "pro-violence", de se perdre inutilement dans les labyrinthes de justification de la légitimité politique de tel ou tel acte de résistance, de refuser de reconnaître que le désordre social dominant est un ordre de guerre qui continue de nous écraser, car voilà notre défaite au quotidien. Si nous pouvons être vaincus, jamais nous ne serons soumis, et en cela nous gardons une disposition offensive.

Les mécanismes internes de l'horreur quotidienne du présent capitaliste ne doivent plus nous surprendre ou nous effrayer, à attendre de voir *jusqu'à quel point* ils peuvent aller. Cela, nous le savons, l'histoire nous répond : massacre, génocide, extermination. Nous devons l'acter comme état de guerre inhérent au capitalisme, à combattre *comme tel*.

La disposition offensive ne signifie pas s'établir en "élite militante", et si dans les faits nous sommes effectivement une "avant-garde combattante", cela ne constitue en rien un objectif en soi mais une situation malgré nous. Et nous ne nous en excusons pas. La disposition offensive et les implications de considérer les choses en données militaires ne font pas de la question de la militarisation une fin en soi, mais une posture de soldat à intégrer totalement à notre quotidien. L'autonomie. A ne rendre des comptes qu'à soi-même.

Les accusations faciles et d'ordre idéologique de "virilisme" ou de "militarisme" ne nous offusquent pas, car cette disposition offensive est une résultante de la considération stricte de l'ennemi que nous avons face à nous. Cela signifie tracer soi-même la ligne de front, la première ligne, et non pas attendre que l'Etat nous l'impose. Il n'y a ici aucune apologie de la guerre en tant que guerre, aucune fierté plaisante ou autre à cela, ce serait une connerie. Parler d'organiser et de déployer notre force est seulement une nécessité, à assumer, et à dépasser. Ce n'est ni un fantasme ni une lubie, mais une posture qui intègre la violence quotidienne de l'Etat et du Capital comme un fait inhérent à la société capitaliste, et une posture qui

revendique la coordination disciplinée comme une nécessité d'autodéfense face à cette violence capitaliste. Dès lors, il s'agit désormais de penser en termes de stratégie et de tactique.

22

Question de l'arme Internet- Les réseaux informels et multiples d'information réelle sur les luttes et mouvements, via l'Internet essentiellement, permettent d'affûter notre perspicacité révolutionnaire. Ceci par un échange d'information, de communiqués, de documents vidéos ou autre quasiment en temps réel sur la réalité planétaire de la guerre de classes. Ainsi, par exemple, du massacre répressif en Afrique du Sud ou 34 mineurs grévistes se firent mitrailler à coups de kalachnikov par la police sur leur piquet de grève dont les faits tournèrent à grande échelle sur ces réseaux quasiment à l'heure près. **Ces réseaux informels et multiples de contre-information sur la réalité sociale planétaire est notre première arme contre l'ennemi.** C'est un outil de pression sur l'Etat et le Capital qui cherchent d'ailleurs à contrôler l'Internet. Avec une telle arme d'information réelle, l'ignorance est un choix. Avec les outils d'aujourd'hui toujours-déjà réappropriés, la neutralité et la bêtise sont crime et positionnement. Cela nous permet une perspicacité et une réactivité, une solidarité et une pratique qui, pour la première fois sans doute dans l'histoire, nous met quasiment sur un pied d'égalité dans le rapport de force avec l'ennemi dans la question de l'échange instantané d'informations de guerre. **Jusqu'à très récemment, ce privilège de l'échange instantané de l'information réelle était réservé aux Etats et Polices**, camouflée et cachée par l'information spectaculaire-marchande, du journal à la télévision contemporaine, outils de propagande privilégiés de la bourgeoisie.

Désormais, l'outil Internet permet une acuité et vigilance totales. Par le contexte d'intensification de la guerre de classes en Europe, cet outil est en train de se développer dans le monde occidental comme une véritable machine de guerre, de contre-information, de coordination, qui permet de tendre à l'autonomie de l'individu et des groupes.

Pour l'énorme majorité de ce qui reste masse citoyenne amorphe, ceci est tout simplement ignoré et chacun est responsable de sa propre ignorance. Pour la plupart qui en usent, c'est la découverte de cette nouvelle quotidienneté, inscrite dans la seule temporalité qui fait notre vie : la temporalité de la lutte et du mouvement social, qui fait apparaître soudainement comme telle la triste temporalité de la résignation et de la routine salariale qui semblait être la seule temporalité de

l'existant. Pour beaucoup, c'est la confirmation de la réalité de guerre de classes comme telle. Pour peu, c'est la nécessité de se radicaliser qui saute aux yeux. Pour très peu, c'est l'urgence d'organiser et coordonner la radicalité déjà présente entre les groupes révolutionnaires locaux au niveau interne et externe. Pour moins encore, c'est l'évidence d'une perspective historique ouvrant des possibles et l'urgence de penser la question pratique du basculement et de la victoire, et de *l'après*.

23

Derniers événements "majeurs" en date, de manière "brute", de septembre à mi-novembre 2012.

-25 septembre, Madrid. Plus de 60 000 personnes "assiègent" le Parlement, maintenus puis repoussés dans la panique générale par quelques centaines de flics à peine. A quoi ripostèrent quelques dizaines de camarades, d'abord en bloc d'attaque frontal puis par des affrontements sporadiques dans de nombreuses ruelles alentours.

-26 septembre, Grèce. Première journée de grève générale depuis le soir d'insurrection du 12 février. A Athènes, plus de 100 000 personnes convergent à nouveau sur le Parlement, camarades et combattants sont rapidement débordés et acculés, avant d'être traqués et tabassés en plusieurs points de la ville.

-26, 27 et 29 septembre, Madrid. 30 à 60 000 personnes convergent à nouveau sur le Parlement, repoussés par quelques centaines de flics. Traques dans toutes les rues alentours, et fouille-traque dans chaque commerce et hall d'immeuble où se sont réfugiés les gens.

-26 septembre, Lisbonne. Plusieurs centaines de milliers de personnes convergent sur le Parlement, les quelques milliers qui resteront seront repoussés par quelques centaines de flics.

-29 septembre, Lisbonne. A nouveau, plusieurs centaines de milliers de personnes convergent sur le Parlement, dans la même idée de "siège pacifique".

-5 octobre, dans toutes les grandes villes d'Italie, répression féroce de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et lycéens qui prennent la rue. L'Etat ne peut se permettre un mouvement de jeunesse contre l'austérité au coeur de l'Europe.

-9 octobre, Athènes. Lors de la venue de la chancelière Merkel, malgré un couvre-feu et une zone interdite à toute circulation et tout rassemblement étendue à tout l'hypercentre, et le déploiement de 10 000 hommes dont 7000 policiers anti-émeute et 1000

soldats de l'unité spéciale anti-terroriste, plusieurs dizaines de milliers de personnes convergent sur le Parlement. Répression. Un régiment des forces spéciales de l'armée, dont des parachutistes, défilent contre la venue de Merkel et déclarent politiquement vouloir "sauver la Grèce", soutenus par les fascistes d'Aube Dorée.

-soir du 16 octobre, Lisbonne. Jusqu'à 10 000 personnes "assiègent" pacifiquement le Parlement. Les quelques milliers qui resteront seront repoussés au milieu de la nuit.

-17 octobre, journée de grève générale en Espagne. Plusieurs centaines de milliers de personnes rien qu'à Barcelone et Madrid.

-18 octobre, journée de grève générale en Grèce. Plusieurs dizaines de milliers de personnes convergent sur le Parlement à Athènes. Affrontements durs entre combattants et police. Répression féroce, assaut général sur le quartier d'Exarchia, appuyé par des groupes fascistes. Nombreux blessés, 3 graves, un mort.

-20 octobre, Rome. 100 000 personnes défilent contre l'austérité.

-20 octobre, Londres. 150 000 personnes défilent contre l'austérité.

-7 novembre, Athènes. 200 000 personnes convergent sur le Parlement, des groupes de combattants attaquent les positions policières avant de refluer laborieusement sous une riposte répressive implacable.

-14 novembre, première grande prémisse historique globale pour le tournant de la "crise" actuelle : grève générale en Europe. Grève largement suivie en Espagne et au Portugal, avec jusqu'à 2 millions de personnes dans les rues en Espagne et plus de 1 million au Portugal. En Italie et en Grèce, la grève est moins suivie, plus de 500 000 personnes défilent dans la rue en Italie et plusieurs dizaines de milliers en Grèce. La répression est effroyable dans chaque pays. La bourgeoisie a donné le feu vert à toutes les polices qui ont réprimé avec une logique et implacable efficacité. La middle class cherche encore son ennemi et ses objectifs dans la révolte à laquelle elle est acculée.

24

Si dernièrement on peut parler véritablement de bataille, c'est le seul cas du combat des mineurs grévistes des Asturies au début de l'été 2012, au nord de l'Espagne. Même le soir d'insurrection du 12 février 2012 à Athènes est à comprendre différemment.

Aux Asturies, nous avons pu voir une vraie bataille, c'est-à-dire une

confrontation de classe directe, quasi-armée, et assumée comme telle. **Des travailleurs, des mineurs, par la grève, sont devenus des combattants.** De leur propre initiative et par les lois de la nécessité devant la situation de guerre imposée par l'Etat et le Capital qui veulent détruire leurs travail et lieux de vie en condamnant toute la région à la misère forcée pour les intérêts propres de la bourgeoisie, les habitants et travailleurs des Asturies ont développé une solidarité de combat autour d'une grève dure.

Blocage total des activités minières, défendu par des piquets de grève établis en véritables structures d'autodéfense. Initiative offensive par blocage total des flux de marchandise et de communication, c'est-à-dire blocage des autoroutes, réseaux ferroviaires et ponts alimentant le poulx organique du Capital et ses voies de profit. Création de caisses de grève et coordination de tous les villages vers une solidarité matérielle et financière pour tenir dans la durée. Communiqués vidéos et autre vers les autres secteurs de travail pour appeler à la convergence des luttes. Telle fut la stratégie de combat des mineurs grévistes des Asturies, par une auto-organisation horizontale et directe.

Sur un plan tactique, les attaques policières répétées contre les villages, les blocages et les piquets de grève furent repoussées plusieurs semaines durant par des méthodes de guérilla autonome renforcée par la solidarité pratique des habitants et des familles. Des hommes, des femmes, simples, anonymes, qui défendent leur pain, leurs lieux de vie et de travail, pour leurs proches et leurs enfants, ne comptant que sur eux-mêmes, que sur leur propre capacité à résister et à organiser eux-mêmes la résistance, sont parvenus à repousser les assauts policiers répétés. Les travailleurs de chaque mine se sont organisés en plusieurs groupes de combat et de défense, afin de sécuriser les lieux de grève et d'anticiper les avancées des forces répressives. Coordonnés, ces groupes utilisaient le terrain montagneux à leur avantage, se positionnant dans les collines surplombant les routes d'accès et les points de blocage afin d'attaquer latéralement ou frontalement les forces policières.

Toute la force tactique de la guérilla des grévistes des Asturies consiste en cette capacité à une coordination horizontale entre différents groupes mobiles totalement autonomes. Il est probable que lors des assemblées collectives, les grévistes décident ensemble d'une cible particulière (pont, autoroute, voie ferroviaire) à attaquer et que le déploiement et la coordination des groupes a pour dénominateur commun cette cible. De même, lorsque les forces policières décident d'investir directement les villages, les groupes de grévistes combattants et les familles ont défendu chaque rue pour stopper leur avancée. La capacité des grévistes à s'équiper pour tenir lors des accrochages directs contre les forces répressives et leur

puissant armement constitue cette autre force principale, c'est-à-dire celle de se donner les moyens de combattre et de tenir : contre leurs fusils lance-grenade (explosive, assourdissante, de gaz lacrymogène, etc.) et leurs fusils à balle de caoutchouc de gros calibre, les grévistes fabriquent des lances-roquettes et grenades artisanaux; contre leurs véhicules et hélicoptères, également des lances-roquettes et grenades fumigènes; etc. De manière tout à fait simple et efficace, un tuyau creux sert de guide directionnel à une fusée d'artifice où est fixée une petite charge explosive ou incendiaire. Les tactiques de guérilla se développent alors d'elles-mêmes : obstruction des routes et voies d'accès contre les convois policiers par barricade, crève-pneu, grenades à clous, étalement d'huile, tranchées dans le bitume; lors des combats rapprochés lignes contre lignes, les différents types de boucliers, la coordination entre groupes d'appuis pour protéger les tireurs de roquettes, etc.



Asturies, mineurs grévistes en groupe de combat. Juin 2012.



Cette grève dura des semaines, et les accrochages particulièrement violents lors des déploiements de milliers de policiers contre les villages, points de blocage et piquets de grève miniers furent totalement assumés par les travailleurs et habitants de la région qui réussirent longuement à tenir militairement le terrain. La stratégie s'est spontanément développée lorsque les régions de Castille-et-Leon et d'Aragon rejoignirent la grève "des Asturies". Le front de classe s'est étendu géographiquement et a commencé à s'étendre socialement, d'où l'initiative de la "grande marche noire" où trois colonnes regroupant quelques 400 mineurs grévistes marchèrent sur Madrid, renforçant une solidarité populaire toujours plus vaste et déterminée de village en village. Durant toute la durée de la marche qui dura du 22 juin au 11 juillet, les combats dans les collines et les villages se multiplièrent et s'intensifièrent, les forces policières déployant toujours plus de troupes. L'Etat ne pouvait se permettre de laisser une convergence sociale se créer et se solidifier autour de l'image sympathique de la "gueule noire" du fond des mines et encore moins un soutien populaire affiché aux méthodes de guérilla.

Les premières heures de la matinée du 11 juillet à Madrid font partie de ces moments insurrectionnels où l'histoire frémit de la levée spontanée des masses, de cette solidarité de classe soudainement si évidente et criante, que ni les 400 marcheurs ont espéré ni l'Etat a anticipé. L'arrivée des colonnes de grévistes harassés est accueillie et acclamée par plusieurs dizaines de milliers de personnes qui

descendent spontanément dans la rue dans une monumentale marée humaine de solidarité. Et qui a duré toute la journée. La jonction est faite et, mineurs en tête, la masse converge de manière colorée et festive sur le Ministère de l'Industrie.



Madrid, 11 juillet 2012, au matin.

Nombre de familles, lycéens, étudiants, salariés, fonctionnaires, enfants, précaires, ont rejoints les cortèges. Face à la solidarité populaire dont la consistance se renforce dans la détermination et la convergence, l'Etat déploie un dispositif de défense préventif. La foule avance. Les lignes policières font barrage, et tirent dans le tas. Pour l'heure des balles de caoutchouc gros calibre suffisent. Nombreux blessés dans la foule, débandade. Les lignes policières tirent des dizaines de salves d'affilée avant de charger dans le dos les gens qui fuit. Répression d'Etat précise et efficace. Ce ne sera que plus tard dans la soirée que des manifestants se formèrent en groupes et se défendirent, et plusieurs quartiers de la ville brûlèrent sous des barricades enflammées. Les soirs suivants, des tensions très fortes persistent dans les rues de Madrid, des conseils municipaux sont investis et d'importantes manifestations spontanées se multiplient pendant plus d'une semaine, avec le point d'apothéose du 19 juillet où jusqu'à 500 000 personnes descendirent dans la rue au cri de "grève générale"; mais globalement les manifestants subissent très vite une stricte temporalité de répression.



Madrid, nuit de révolte du 11 juillet 2012.

Comme souvent dans ce genre de montée de convergence et de détermination, le cap critique à franchir est celui d'une confrontation directe et organisée face à des forces policières elles-mêmes militairement organisées pour une répression directe. **Cette confrontation directe se situe sur deux plans : celui du combat de terrain tactique, celui de la grève expropriatrice. L'un sans l'autre se condamne à la défaite.** La bataille des Asturies durera encore quelques semaines dans de violents affrontements, essentiellement dans des villages tels Cinera ou Leon décrétés "entrés en insurrection" par l'Etat, avant de succomber à l'épuisement.



25

La bataille des Asturies est annonciatrice. Une grève dure *comme point de départ*, et la capacité autonome d'une autodéfense populaire comme *stratégie d'initiative permettant d'aller de l'avant*. Elle relève de ce genre de phase où la question de *l'après* se pose pleinement dans toute sa consistance révolutionnaire, où la peur semble changer de camp. **Or, il est à considérer que ce genre d'événements, à supposer même que la confrontation ait été encore plus dure, est toujours anticipé par l'Etat.**

Au service exclusif du Capital, qui écrase la population par l'exploitation salariale selon des conditions dictées par la bourgeoisie qui voit toujours à travers cet horizon plus large d'une puissance internationale à asseoir et d'un pouvoir à accroître pour lui-même, **l'Etat est cette machine de guerre dont la fonction est la pacification armée. Fondamentalement une force centralisée de l'intelligence contre-insurrectionnelle, l'Etat est parfaitement capable d'assumer une situation de guerre civile ouverte pour se subvenir à lui-même.**

Lorsque surgit pour l'Etat une menace réellement révolutionnaire où le peuple se donne réellement les moyens de le renverser, sa solution ultime est le massacre et le fascisme. Toutes les démocraties représentatives bourgeoises actuelles en Europe, pour atteindre ce stade intérieur de pacification armée, sont passées par ces phases de massacre. (Ainsi, le dernier sursaut révolutionnaire réel en France, en

1871 lors des Communes de Paris et de Lyon, se soldèrent par quelques centaines de milliers de morts par une extermination populaire sauvage mais systématique de la part de l'Etat), Les millions de victimes de la période fasciste des années 1930-1940 en Europe sont la réponse à la question à ce dont sont capables Etat et Capital pour se subvenir et avancer dans leur offensive. **C'est en comprenant le présent qu'on comprend le passé.**

26

Le soir d'insurrection du 12 février 2012 à Athènes, où plus de 600 000 personnes prirent la rue et combattirent les forces répressives pendant près de 10h dans toute la capitale par des dizaines de barricades enflammées, où brûlèrent 80 bâtiments (dont essentiellement sièges d'assurance, banques, et sièges patronaux), est également significatif. La middle class, même dans sa globale passivité, a malgré tout prêté main forte aux quelques milliers de combattants révolutionnaires qui tenaient les barricades, par sa stricte présence massive dans les rues.



Athènes, soir d'insurrection du 12 février 2012.



Athènes, soir d'insurrection du 12 février 2012.



Les grands combats de type "prise de Palais d'Hiver" à la place Syntagma aux alentours du Parlement n'ont aucun autre objectif sinon celui de susciter l'élément-tremplin qui peut éventuellement entraîner la masse populaire à s'engager offensivement dans la confrontation directe. Ces grandes journées d'affrontements à grande échelle sur la capitale athénienne, nombreuses depuis l'explosion insurrectionnelle de la jeunesse pauvre en décembre 2008, peuvent être propices à basculement si l'objectif est effectivement de *prendre* et *tenir* des secteurs-clés de la ville et des cibles stratégiques. C'est ce qui a manqué au soir d'insurrection du 12 février : si trois grandes zones d'affrontement embrasèrent la capitale pendant une partie de la nuit et que les forces répressives, à un moment très précis et relativement

bref de la soirée, commencèrent effectivement à perdre le contrôle de la situation, sans parler des nombreux bâtiments de finance et de pouvoir qui brûlèrent complètement, l'absence d'endurance et de détermination de la middle class à prêter main forte aux combattants a permis à la police de reprendre la rue progressivement. Des *prises stratégiques* comme celles des antennes TV ou radios, par exemple, nécessitaient ce franchissement de cap de la part de la middle class.



Athènes, soir d'insurrection du 12 février 2012.

A préciser dans le cas de la Grèce la force politique du mouvement stalinien encore énorme. La Grèce est d'ailleurs certainement le dernier pays d'Europe où l'appareil stalinien a encore une telle puissance, tant en terme de Parti (le KKE, Parti Communiste Grec) que de Syndicat (le PAME, syndicat affilié au KKE), avec une culture de discipline légaliste très influente. Le positionnement politique de l'appareil stalinien à des moments précis représente ainsi une donnée majeure, et nous avons pu constater déjà sans surprise la collaboration de classe effective de cet appareil, notamment le jour de grève générale du 26 octobre 2011 où les services d'ordre des organisations staliniennes sont venus en aide à la police pour protéger le Parlement par une répression organisée et terrible des combattants anarchistes révolutionnaires et autres milliers d'enragés parmi la foule qui avançaient en force. **Si nous distinguons les militants de base des centrales directrices des appareils et organisations staliniens, nous considérons ces appareils dans leur ensemble et fonctionnement comme radicalement ennemis dans la guerre en cours. Il est absurde de parler de "trahison" par rapport au positionnement politique et de terrain des organisations staliniennes qui ont toujours historiquement opté**

sciemment pour la collaboration de classe. Au contraire, nous en prenons acte et l'anticipons.

Les amis anarchistes révolutionnaires en Grèce ont de nombreux ennemis : outre la nécessité de la survie sociale au quotidien, la moindre de leurs actions ou décisions se trouvent directement confrontés aux forces staliniennes, aux groupes fascistes et à toutes les polices. Dans un tel contexte, une coordination offensive est effectivement lourde de conséquences répressives immédiates. Les camarades doivent s'assurer des caches pour échapper aux rafles d'après offensive. Depuis le 12 février, jamais les forces combattantes et anarchistes révolutionnaires se sont retrouvées dans la rue avec autant de nombre et de coordination. C'est une conséquence logique à l'effroyable rigueur de la répression qui s'ensuit. **Que ce soit au sein des Comités de Quartier, ou dans les piquets comme lors de la grande grève dure et sauvage des aciéries près d'Athènes, la confrontation avec les staliniens et fascistes est constante.**

Ce n'est que récemment avec le renforcement et la multiplication des actions coordonnées fascistes, qui ont déjà tué de nombreuses personnes, par les milices de combat d'Aube Dorée que les forces anarchistes combattantes retrouvent une nécessaire coordination élargie, par les patrouilles motorisées antifascistes. Question de survie physique. La coordination antifasciste de classe continue de se renforcer en ce moment, ce à quoi l'Etat répond de manière logiquement plus radicale : suite aux affrontements lors de la patrouille antifasciste du 30 septembre 2012, la police réussit 15 arrestations de camarades antifascistes. Ils furent torturés plusieurs jours durant à la Direction générale de la police de l'Attique (GADA) : yeux brûlés aux lasers, tabassages avec bras et côtes cassées en étant attachés, privés de sommeil et d'eau potable, brûlés au mégot et au briquet à plusieurs parties sensibles du corps, absence totale de soin, hommes maintenus de force jambes écartés en étant roués de coups aux testicules, déshabillage intégral à nu, etc.



Patrouille populaire antifasciste à moto, Athènes, octobre 2012.

Suite à ces actes de torture établis, nous publions à nouveau le communiqué des quinze camarades antifascistes torturés :

"Athènes : Lettre des 15 antifascistes arrêtés depuis le tribunal d'Evlepidon – Mise à jour au 4/10

“Aujourd’hui l’état a déclaré la guerre civile, ceux que les couteaux des fascistes ne tuent pas, sont envoyés en prison par les décisions de justice de la junte.

"Nous appelons ceux qui luttent et qui ressentent que DIGNITÉ, SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ ET LIBERTÉ ne sont pas des mots vides de sens mais une façon de vivre, à prendre conscience du moment historique que nous vivons et à agir en conséquence.

"LES IDÉES ne peuvent être réprimées, ni emprisonnées.

"Les 15 arrêtés antifascistes.”

Mais la principale avancée du front révolutionnaire en Grèce reste dans le travail de fond au sein des Comités de Quartier ; pour la réappropriation directe des ressources (eau, gaz, électricité) coupées par l'Etat pour défaut de paiement, et la position politique d'un secteur via les communiqués et actions de tel ou tel Comité de Quartier. De logiques guerres terribles entre sbires staliniens et militants anarchistes ont lieu dans ces Comités. L'implantation des fascistes se fait de manière similaire. En outre, si la lutte armée est en déclin, l'armement en coulisse continue, tant chez les anarchistes que les fascistes. La Grèce demeure ainsi une des zones de confrontation de classe parmi les plus virulentes et ouvertes d'Europe.

Cependant, sans grève en fond ni de réappropriation effective des lieux de vie et de travail, les combats très durs ne peuvent vaincre en quoique ce soit en l’absence d'objectif de guerre. Même à supposer qu'une prise du Parlement par la force de la rue puisse réussir ou parvienne prochainement, un scénario proche de la révolution égyptienne de février 2011 est certain : guerres de pouvoir pour l'appareil d'Etat, coup d'Etat militaire, guerre civile meurtrière dans sa confusion globale dans la rue entre les fractions. *Le positionnement à terme des franchises les plus larges de la middle class en décomposition dans la guerre de classe réelle sera la donnée déterminante pour une victoire du fascisme ou du basculement révolutionnaire.*

Il n'y a de basculement révolutionnaire que dans la réappropriation directe et radicale des conditions d'existence au niveau local et dans leur

coordination horizontale et fédératrice par une solidarité pratique de lutte immédiate. Qu'est-ce à dire ? Que depuis plusieurs années, la multiplication des Comités de Quartier en Grèce est devenu l'enjeu de guerre révolutionnaire véritable.

Aussi, nous optons de nous situer dans une perspective locale de renversement total.

27

Au regard de la phase cruciale actuelle en Europe, l'Etat renforce considérablement sa propagande de guerre pro-fasciste afin d'asseoir sa victoire.

Au vu de l'accélération et de l'intensification de la confrontation de classe principalement en Espagne, Portugal, Italie et surtout Grèce, les Etats européens durcissent leur propagande anti-immigrée et anti-étranger, surtout par une islamophobie aussi virulente que l'antisémitisme des années 1920-1930, afin de forcer le positionnement des franges de la middle class en désintégration.

Les personnes de la middle class en désintégration ont peur. La peur sociale est alimentée par l'Etat en peur raciste et xénophobe, afin de détourner les enjeux et fondements réels de toute révolte. Mais la désintégration de la middle class doit être considérée comme une force. Il est temps de multiplier l'initiative des Comités de Quartier comme de véritables instances locales de démocratie directe afin de contrebalancer la propagande fasciste ennemie.

En France comme partout, l'Etat déploie une propagande fasciste toujours plus massive et violente pour l'enraciner dans l'inconscient populaire : une islamophobie et homophobie populaire (via la question du mariage gay), ainsi qu'une haine anti-Rom qui, à terme, lors de l'intensification de la guerre de classe, seront positionnement politique dans le camp fasciste.

La désintégration de la middle class doit être considérée comme une force par les personnes qui la composent, elle doit être assumée comme la perte des acquis sociaux par la violente offensive de la bourgeoisie. La désintégration assumée de la middle class par les individus qui la composent peut alors aller vers une solidarité matérielle et pratique en soi révolutionnaire; **ceci dans une nouvelle mixité sociale par l'action.** La peur et la panique des individus de la middle class face à sa décomposition ne peut entraîner qu'un positionnement de guerre à l'encontre ou aux côtés des strates populaires et réellement pauvres. Radicalement à leur encontre si elle veut se reconstituer, car la middle class ne peut se reconstituer et se maintenir que sous le fascisme. Ainsi, nous sommes actuellement dans une phase où les

révoltes se multiplient et s'intensifient, mais l'autonomisation individuelle et collective -où le capitalisme et ses rouages sont clairement identifiés comme ennemis- ne se fera que dans une lutte radicale à la fois locale et totale.

En Grèce, les réseaux fascistes se consolident et les milices de plus en plus actives dans les rues restent globalement tolérées par les restes de la middle class désintégrée. La riposte des camarades en patrouilles motorisées antifascistes *par quartier* et l'autodéfense locale est la seule riposte efficace. Cela est un parallèle aux Comités de Quartier où des guerres politiques intenses ont déjà cours, entre nos camarades et tous nos ennemis de partis staliniens, fascistes, sauciaux-démocrates, sans compter les forces policières. **Par ces Comités de Quartier, les habitants de tel secteur apprennent à se connaître et à développer les affinités dans la lutte de réappropriation directe des ressources confisquées par l'Etat, que ce soit en redistribuant eau, gaz et électricité coupées par défaut de paiement de factures ou par l'empêchement d'expulsions locatives pour défaut de paiement de loyer.**

28

Constituons partout des Comités de Quartier. Que les habitants de chaque quartier débattent et décident de leurs propres conditions d'existence, au-delà et contre l'oppression capitaliste et la répression étatique-policière. Par ces Comités, stopper la propagande fasciste d'Etat, qui est une propagande de guerre. Repoussons les fascistes de nos lieux de vie par des patrouilles d'autodéfense. En France, faisons des patrouilles anti-PAF (Police aux Frontières) dans les gares et les tramways, empêchons les rafles d' "étrangers" et chassons les meutes de PAF. Réapproprions nous les ressources nécessaires à notre existence confisquées par le Capital. Empêchons les expulsions locatives. Empêchons les coupures d'électricité et de gaz. Développons une solidarité pratique par la redistribution directe des denrées alimentaires dans des pillages de supermarchés et autres centres d'alimentation. Réapproprions-nous nos lieux de travail. Lors d'un plan patronal de licenciement de masse dans telle boîte, posons la question pratique de chasser le patron et de se réapproprier l'outil de travail. Bloquons les rouages de la misère tels les Pôle Emploi. Occupons les immeubles vides pour reloger les familles et individus à la rue. Fabriquons des faux-papiers pour que les sans-papiers soient protégés. **Organisons la solidarité pratique et matérielle. Chez nous. Avec les gens autour de nous. Constituons partout des Comités de Quartier.**

Simultanément, il s'agit de se préparer à la riposte de l'Etat : répression policière, répression fasciste, répression de parti, répression des centrales syndicales,

répression médiatique, répression administrative, répression bureaucratique, etc.

En cela, chaque individu tend collectivement à sa propre autonomie par une redéfinition des rapports sociaux dans son propre quartier. C'est en tout ceci que consiste d'ailleurs le mouvement Occupy américain, surtout à Oakland. La désintégration des rapports de pouvoir et des rapports de classe entre les exploités à l'échelle locale de quartiers constitue la colonne vertébrale du combat révolutionnaire contre le capitalisme global par le développement pratique d'une authentique solidarité de classe effective. Armons nous de solidarité et de moyens autonomes pour une autodéfense populaire et une offensive sociale. **L'initiative du CREA (Collectif de Réappropriation pour l'Entraide et l'Autogestion) à Toulouse relève de ce type de stratégie de lutte.**

29

A terme, il s'agit de toujours penser selon un horizon le plus large et radical possible, et de toujours anticiper à moyen et long terme. Ceci dans la pleine conscience des forces réelles de basculement révolutionnaire à grande échelle à long terme, à savoir par la grève générale sauvage et offensive, la prise de contrôle des centres d'alimentation et de distributions de ressources en eau, gaz et électricité, et des centres de soin, la prise de contrôle des réseaux routiers et ferroviaires, ainsi que des transports. Les faire tourner pour nous-mêmes au lieu de les laisser détruire financièrement par le Capital, et en faire **EN CELA** des moyens d'organisation sociale combattante pour renverser le capitalisme.

Toujours tenir en compte que des grèves isolées qui touchent un secteur vital pour le Capital, va de fait entraîner une répression d'Etat dure et à laquelle il faut se préparer pour tenir. Comme nous l'ont montré nos amis des Asturies. Donc de permettre à une grève de tenir contre leurs polices et prévoir de devoir affronter à terme leurs armées. Les camarades des Asturies sont les premiers et seuls actuellement à prendre cette voie. Seuls au final, ils furent défaits par les centrales syndicales collabos. **Encore une fois, malgré les défaites, garder une disposition offensive : parfois vaincus, jamais soumis.**

A terme, le peuple en arme, plutôt qu'une armée populaire. La distinction est d'importance. A l'instar des partis ou syndicats staliniens, nous nous positionnons contre toute idée de Parti Autoritaire qui fige les rapports de lutte en rapports de pouvoir, hiérarchie homogène, de verticalité impersonnelle, d'une armée au sens étatique. De telles formes sont à combattre comme ennemies car elles sont toujours contre nous.

Peuple en arme. Autrement dit, des groupes de combat basés sur la solidarité horizontale, le rapport affinitaire, la réciprocité dans la discipline et la mutualité dans le respect d'autorité de chacun comme individu autonome. Les décisions sont collectives et par vote. Pour des opérations (sabotage, par exemple) ou en situation de combat de rue, la question d'officiers élus est à poser. **Une autorité conférée ne signifie pas autoritarisme, mais une efficacité renforcée à partir d'un rapport de confiance affinitaire.** Une autorité conférée ne s'impose pas, elle s'applique quand il s'agit de parer à des coups durs, internes ou externes. **Et la seule autorité est celle de la solidarité.** La question d'officiers éligibles relève de la seule et stricte nécessité de protection des siens, elle est une responsabilité qui engage le groupe dans son ensemble. Si à terme, idéalement nous devons tous en ce cas être des officiers, dans la réalité cela est plus difficile. S'engager pour la cohésion de groupe, être assez autonome pour être responsable, c'est-à-dire accepter que l'autre fasse partie de moi et le respecter comme individu autonome, ce qui implique d'être capable de pointer des dérives par exemple autoritaires et d'amener à assumer des erreurs, *est une chose qui s'apprend.*

30

Suite à la journée de grève générale européenne du 14 novembre 2012, et la répression féroce et généralisée, les mouvements continuent de se chercher pour se consolider. Ainsi, les lycées et universités en Italie sont en agitation depuis quelques semaines, avec un mouvement d'occupation qui commence à émerger.

Il est à anticiper que la propagande fasciste d'Etat va continuer de se renforcer considérablement, et elle à considérer comme une propagande de guerre contre-insurrectionnelle. Alors seulement nous la combattons efficacement, en développant les outils et moyens de solidarité pratique, matérielle, et locale. Créons de telles structures de solidarité, comme le CREA à Toulouse ou la Maison de la Grève à Rennes en France, ou les Comités de Quartier en Grèce, ou les bâtiments universitaires occupés en Italie. **Par notre perspicacité révolutionnaire, mettons une cohérence entre tous ces phénomènes et événements,** afin de toujours aller de l'avant. N'oublions pas que nous sommes en guerre, que discipline et rigueur sont des moyens parmi d'autres, et essentiels. Trouvons les failles du capitalisme en cette période d'offensive du Capital et de troubles sociaux pour faire avancer la perspective révolutionnaire. Cherchons et trouvons nos amis, localisons et combattons nos ennemis. **La force de la vérité et de la vie est notre force. L'arme de la solidarité est notre arme. Notre sens tactique et stratégique est notre lucidité. Notre perspicacité révolutionnaire se situe dans l'intransigeance quant à notre**

positionnement de base : anticapitalisme, antifascisme, antisexisme, solidarité dans la résistance et selon tous les moyens jugés nécessaires, autonomie, autodéfense, combat.

Nous ne reculerons devant rien et ne songeons qu'à développer notre force en vue d'un basculement révolutionnaire réel par des conditions d'irréversibilité à créer et susciter.

- QUE LA PEUR CHANGE DE CAMP -

[Réseau CLA]